



IDÉES/

Harcèlement scolaire : la rhétorique anti-LGBT+ tue

Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale, a proposé la création d'«observatoires des LGBTphobies» après le suicide du jeune Lucas. Pourquoi ne pas aller plus loin et aborder la sexualité, dans les programmes scolaires, de certains personnages historiques, scientifiques ou littéraires ?

Par
JEAN-PHILIPPE BERTEAU



DR

Victime d'homophobie et de harcèlement scolaire intenses, Lucas, 13 ans, s'est suicidé le 7 janvier. Après la proposition d'un plan de prévention, le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, a déclaré : «*La société bouge beaucoup depuis dix ans, [malgré] un monde réactionnaire agressif qui s'attaque à l'école via les questions LGBT+. Mais je pense qu'il s'agit d'une réaction très bruyante qui ne reflète pas la société actuelle.*» Malheureusement, le ministre ne semble pas prendre conscience

d'un mal profond qui touche les pays occidentaux : l'arrivée en force de l'extrême droite et de sa rhétorique anti-LGBT+ dans l'école.

«Stress des minorités»

Ailleurs dans le monde, pour empêcher l'intégration des questions LGBT+ dans les programmes scolaires, la Hongrie et la Pologne ont des lois (ou projets de loi) de «mise au pas de l'école». La Floride a adopté, en 2022, le projet de loi surnommée *Don't say gay* («ne prononcez pas le mot gay») qui interdit aux enseignant-e-s d'évoquer l'identité de genre et l'orientation sexuelle en primaire. Cette

Professeur d'université à New York (États-Unis), membre du Parti socialiste et coordinateur national pour les Français de l'étranger chez Homosexualités et Socialismes

mesure vient d'inspirer le Sénat du Wyoming qui a proposé, le 20 janvier, une loi similaire. Ces initiatives américaines sont à décrypter en regard de la pression des «parents anti-woke» qui sont considérés comme la force politique vedette de la dernière Conférence d'action politique conservatrice. Par leurs actions anti-LGBT+, le groupe a propulsé le républicain Glenn Youngkin au poste de gouverneur de Virginie en 2021. En France, refusant d'apprécier les apports du wokisme, Jean-Michel Blanquer, Eric Zemmour, Valérie Pécresse, et Marine Le Pen prennent des postures à visée électorale renforçant une LGBTphobie qui se traduit par des élèves qui ont un sentiment d'insécurité plus élevé et qu'ils sont deux à trois fois plus susceptibles d'être harcelés – avec un élève LGBT+ sur deux au collège.





De plus, c'est 68 % des victimes d'intimidation, de menaces ou de commentaires blessants LGBTphobes qui l'ont été en milieu scolaire et 10 % qui déclarent avoir subi des actes LGBTphobes dans l'enseignement supérieur. Ceci contribue au «stress des minorités» qui a pour conséquence un nombre de tentatives de suicide plus élevé chez les élèves LGBT+ et un risque plus élevé d'abandonner leurs études en sciences à l'université, car ils peuvent avoir intégré que ces formations ne sont pas accueillantes (1).

Des résolutions des Parlements européen (2) et français (3) disposent que les programmes scolaires doivent promouvoir l'égalité et la lutte contre les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, et qu'une éducation à la sexualité doit être dispensée à raison d'au moins trois séances annuelles. Le ministre Pap Ndiaye propose la création d'*«observatoires des LGBTphobies»*, ainsi qu'une *«campagne forte de sensibilisation»* et un *«effort dans les programmes»*. Cependant, il pourrait aller plus loin en éliminant les stéréotypes susceptibles d'alimenter les discriminations (4) et en intégrant une vision plus réaliste de l'histoire, de la culture et de la science.

Intégrer des modèles

Par exemple, les manuels pourraient présenter la sexualité des personnages historiques, scientifiques ou littéraires et du rôle que celle-ci a eu sur leur vie (César, Pierre Seel, Alan Turing, Marcel Proust, Colette, Jean Cocteau, Oscar Wilde) et le sort réservé aux LGBT+ (prison, bûcher, déportation) lors de nombreux épisodes sombres de l'histoire de l'humanité, et encore dans notre monde

contemporain. Intégrer des modèles LGBT+ dans les programmes scolaires est une étape cruciale de lutte contre le harcèlement scolaire que subissent les jeunes de la communauté.

Le suicide de Lucas, qui rejoint une longue et triste liste d'enfants, les récents événements politiques aux Etats-Unis et en Europe, et leurs échos en France dans les déclarations de femmes et d'hommes politiques, viennent nous rappeler, si besoin en était, que les droits des minorités ne sont jamais acquis, mais encore et toujours à reconquérir et à renforcer. ◀

(1) «A. Queer in STEM: Workplace Experiences Reported in a National Survey of LGBTQA Individuals in Science, Technology, Engineering, and Mathematics Careers», de Jeremy B. Yoder et d'Allison Mattheis, in *Journal of Homosexuality* 63, 1 – 27 (2016).

(2) Résolution du 4 février 2014.

(3) Article L. 312-16 du code de l'éducation.

(4) Délibération numéro 2008-218 du 27 octobre 2008 de la Halde

